

PRÉFET DU VAL DE MARNE

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES ET DES MOYENS

BUREAU DE LA LOGISTIQUE ET DU PATRIMOINE

<

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC POUR LA SÉCURISATION DE LA PRÉFECTURE DU VAL DE MARNE

PASSE EN PROCEDURE ADAPTEE AVEC POSSIBILITE DE NEGOCIATION

**(selon les articles R.2123-1 et R.2123-5 du décret N° 2018-1075
du 3 décembre 2018 du Code de la Commande Publique)**

Date limite de remise des offres : MARDI 5 NOVEMBRE 2019 à 14 h 00

1.	PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES.....
1.1.	OBJET.....
1.2.	VARIANTE TECHNIQUE À L'INITIATIVE DE L'ENTREPRISE – PRESTATION SUPPLÉMENTAIRE EVENTUELLE (PSE)
1.3.	DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE
1.4.	PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIÈRES
1.4.1.	DÉFINITION DU PROGRAMME
1.4.2.	CONDITIONS D'EXÉCUTION DES TRAVAUX
1.4.3.	PROTECTION DES OUVRAGES
1.4.4.	PROCÉDURE PARTICULIÈRE D'ACCÈS AU SITE ET DE RÉALISATION DES TRAVAUX
1.5.	MATÉRIAUX
1.6.	ASSURANCES
1.7.	DOCUMENTS D'EXÉCUTION (PLANS, COUPES, DÉTAILS, NOTES DE CALCUL, ETC.).....
1.8.	INSTALLATION DE CHANTIER.....
1.9.	ORGANISATION, HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DU CHANTIER
1.10.	GESTION DE CHANTIER.....
1.11.	NETTOYAGE DE CHANTIER
1.12.	COMPTE PRORATA.....
1.13.	RÉUNION DE CHANTIER
1.14.	CALENDRIER DES TRAVAUX.....
1.15.	RÉCEPTION DES TRAVAUX.....

Prescriptions générales

1.1 Objet

Le présent marché a pour objet de sécuriser et de contrôler les accès aux bâtiments de la Préfecture ainsi que les zones sensibles à l'intérieur par l'installation d'équipements de contrôle d'accès, d'alarme intrusion et de vidéosurveillance. Ce dispositif doit permettre le contrôle et la surveillance des locaux depuis la Direction Territoriale de la Sécurité de Proximité (DTSP).

La solution technique finale doit permettre, dans l'application de système de surveillance visible à la DTSP de :

1. détecter de façon fiable les intrusions et tentatives d'intrusion dans les bâtiments au niveau des points de vulnérabilité identifiés et dans les locaux définis comme sensibles (Cf.Plans);
2. donner l'alerte (transmettre une alarme sécurisée) au centre de surveillance de la DTSP ;
3. localiser précisément sur un plan interactif l'alarme déclenchée et les caméras à proximité ;
4. permettre la visualisation du lieu de l'intrusion et de ses abords en temps réel, avec possibilité de retour en arrière, au moyen des caméras désignées automatiquement par le système.

1.2 Variante technique à l'initiative de l'entreprise – Prestation Supplémentaire Eventuelle (PSE)

Les variantes ne sont pas autorisées.

L'entreprise a la possibilité de proposer une ou plusieurs PSE **en moins value** pour le choix de la fourniture du matériel, lequel doit obligatoirement être compatible avec le matériel existant. Cette PSE (ou ces PSE) si le candidat la (les) propose (ent), devra (devront) être chiffrée (s).

Le pouvoir adjudicateur se réserve le choix de l'offre de base, avec une ou plusieurs PSE, ou sans PSE.

L'entreprise doit prévoir obligatoirement le chiffrage de la Prestation Supplémentaire Eventuelle imposée par le pouvoir adjudicateur qui consiste au remplacement des câbles d'alimentation des caméras existantes en câbles coaxiaux par des câbles en fibre optique (45 caméras sont concernées à titre indicatif).

1.3 Documents de référence

Les caractéristiques des ouvrages et matériaux, les conditions de mise en œuvre, seront conformes aux documents ci-après qui, bien que non reproduits, sont réputés parfaitement connus de l'entrepreneur :

- Les normes françaises (AFNOR NF) et européennes (AFNOR EN),
- Le cahier des prescriptions techniques générales en vigueur,
- Le code de la construction et de l'habitation,
- La norme NF C 15-100,
- Le code de l'urbanisme,
- Le code du travail,
- Les cahiers des charges établis par le CSTB (Documents Techniques Unifiés),
- Le règlement de sécurité contre l'incendie des Établissements Recevant du Public,
- Les décrets et arrêtés d'application concernant la protection et la salubrité applicables sur les chantiers de bâtiment et Travaux Publics,
- Les décrets et arrêtés d'application concernant les matériels utilisés sur les chantiers,
- Les décrets relatifs à la classification des matériaux et éléments de construction par rapport au danger d'incendie et par catégorie selon leur comportement au feu.

Cette liste n'est pas limitative. Tous les documents en vigueur à la date de remise de l'offre seront réputés connus de l'entrepreneur. En cas de discordance entre ces documents, celui de date la plus récente fait foi.

1.4 Prescriptions techniques particulières

1.4.1 Définition du programme

Dans le cadre de la mise en sécurité des accès aux bâtiments ainsi que les zones sensibles à l'intérieur par leur mise sous contrôle d'accès, sous alarme, sous vidéosurveillance et visiophonie, le *programme des travaux de sécurisation est comme suit* :

Installation et modification selon les indications et détails mentionnés dans les tableaux remis lors de la visite obligatoire de :

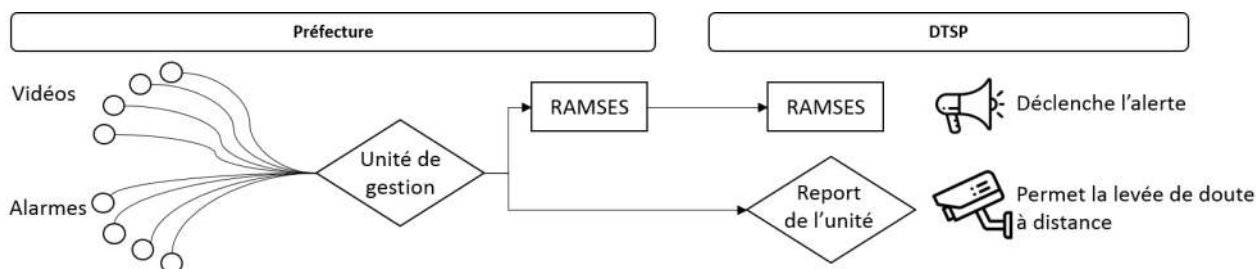
- 11 caméras (7 à installer et 4 à réorienter)

- 63 points d'alarmes à installer (35 contacteurs, 26 sismiques, 2 volumétriques) et de 2 points d'alarme existants à relier
- 8 contrôle d'accès à installer
- 3 visiophones à installer

PS : Les chiffres sont donnés à titre indicatif. L'entreprise doit vérifier le nombre d'équipements à installer indiqué sur les tableaux remis aux candidats lors de la visite obligatoire

Choix techniques :

- utilisation exclusive des détecteurs (sismiques, contacteurs et volumétriques) pour la détection intrusion;
- utilisation du système RAMSES pour relayer l'alarme intrusion vers les services de Police (boîtier spécifique mis à disposition par le maître d'ouvrage);
- mise sous alarme automatique à des tranches horaires communiquées par le maître d'ouvrage avec possibilité d'activation/désactivation/reprogrammation de la mise sous alarme en cas de réceptions, de manifestations ponctuelles ou d'événements particuliers au niveau du site ou pour prendre en compte les jours fériés.
- asservissement des caméras à la détection intrusion permettant à l'opérateur d'avoir un accès immédiat et automatique aux images visualisant le lieu d'intrusion et ses abords ;
- localiser précisément sur un plan interactif l'alarme déclenchée et les caméras à proximité;
- installation de détecteurs sur des portes sous-contrôle d'accès avec report d'alarme en cas d'ouverture sans badge



- ✓ **Alarme intrusion :** L'entreprise doit la fourniture et pose d'une alarme anti-intrusion compatible avec les systèmes et équipements existants (de marques Honeywell et GENETEC) et permettant d'assurer la mise en œuvre de la solution finale décrite ci-haut. L'entreprise doit également la fourniture de détecteurs sismiques, volumétriques et contacteurs sur tous les points recensés dans les tableaux « accès au bâtiment » et « les zones névralgiques » ainsi que les plans remis lors de la visite obligatoire.

Concernant le raccordement du système des alarmes au réseau RAMSES l'entreprise doit mettre dans le local du B155, à proximité du boîtier transmetteur (ETAP3) fourni par les services spécialisés du maître d'ouvrage une alimentation

220 volts avec un disjoncteur dédié 16A , identifié dans l'armoire ondulée de la zone. La production d'un schéma électrique à jour de l'armoire concernée est à prévoir. L'entreprise doit aussi la fourniture et pose d'une prise RJ45 à proximité du futur boîtier ETAP3. Elle doit mettre aussi à disposition du boîtier ETAP3 un câble de la centrale d'alarme avec un **contact sec Normalement Fermé NF** avec identification de l'origine.

L'entreprise doit le paramétrage de la ou des centrales afin de fournir les bonnes informations d'alarme sur les contacts sec NF. - En échange de l'adresse MAC du boîtier, mise à notre disposition d'une adresse IP fixe.

- ✓ **Vidéosurveillance** : L'entreprise doit la fourniture et pose de 7 caméras IP intérieures et extérieures avec raccordement en fibre optique 50/125 OM3 SERRE – Ext 250 OM3 (6 brins minimum) blindé et anti-rongeur jusqu'au serveur général de la Préfecture. L'entreprise doit prévoir aussi le repositionnement et la réorientation de 4 caméras.

Les caméras doivent avoir au minimum les caractéristiques techniques des caméras existantes :

Pour les caméras extérieures : Caméras Bullet Externe vari-focale + IR – Caméra tube externe IP66 – Température -10° + 50° - anti-vandale IK10 – Jour / nuit Leds IR 30M – CMOS Progressive 1/2,8” - résolution 2 Mpx – Objectif vari-focale : 2,8-12 mm – mise au point à distance – Sensibilité SNV - Double Codec H264/JPEG – WDR Enhanced – 3 DNR – Audio Bidirectionnel – 1E/1S – Slot carte SD/SDHC/SDXC -Alimentation POE (13W) 12 Vdc

Pour les caméras intérieures: Mini-dôme Externe vari-focale + IR – Mini-dôme externe IP66 – Température -10° + 50° anti-vandale IK10 – Jour / nuit Leds IR 30M – CMOS Progressive 1/2,7” – résolution 2 Mpx – Objectif vari-focale : 2,8-12 mm – mise au point à distance – Sensibilité SNV - Double Codec H264/JPEG – WDR Enhanced – 3 DNR – Audio Bidirectionnel – 1E/1S – Slot carte micro SD/SDHC/SDXC - Alimentation POE (13W) 12 Vdc

L'entreprise doit prévoir le rajout et l'extension du système du serveur et stockage existant par la fourniture et pose des équipements suivants de marque GENETEC (GE-GSC) – Version 5,4 :

- ◆ un stockage RAID Externe iSCSI composé de :

1 stockage Primaire Rack 2 U – 12 Emplacement disques possibles ,

Cache de 256 Mo (no BBU)

Interface Host,

-Alimentation et ventilation redondantes

Le stockage doit avoir une capacité suffisante pour recevoir les nouvelles caméras prévues avec une marge de rajout éventuel de 5 caméras

- disques durs SATA 6To ou selon besoin certifié Vidéosurveillance 24/24 et 7/7

- Switchs IP 24 ports PoE (+ les ports ethernet et FO et module SFP si nécessaires)
- Switchs 10G Administrables,
- Moniteur 32 pouces avec HDMI,
- station d'exploitation (portable) avec processeur intel Quad coeur i7 – 8 Go de RAM – 1 disque 1 To – Audio intégré graveur DVD – Logiciel window's 10 ou plus - carte graphique NVIDIA quadro K620 – 2 Go
- Mise à jour et extension des Licences Security Center des caméras: ensemble de base de Security Center Genetec avec un repertoire GE-GSC et connexions client au Security Desk et Web – Cartographie de base, la gestion des alarmes, la génération de rapports avancés, le partitionnement du système, la gestion des zones, support pour module IO, notification par courriel,
- Le rajout éventuel des modules suivants : Lecture de plaque Autovu, le contrôle d'accès Synergis et la vidéosurveillance Omnicast,
- L'entreprise doit prévoit également le rajout de modules qui permettraient de gérer l'interface entre les alarmes et la vidéosurveillance
- la fourniture d'un plan interactif permettant de localiser les zones d'alarmes et les caméras à proximité
- etc. liste non exhaustive

NOTA :

- Le système existant est quasiment saturé et ne peut absorber que 3 caméras supplémentaires
- Les alimentations électriques dédiées doivent être sur le réseau ondulé et seront à la charge de l'entreprise .

✓ **Contrôle d'accès :** L'entreprise doit la fourniture et pose de contrôles d'accès sur les points suivants :

- 2 locaux serveur et autocom,
- 1 portillon accès public en entrée / sortie
- 1 porte accès escalier parking
- 1 monte – charge (desservant 2 niveaux)
- 1 porte accès local courrier
- 2 portes d'accès palliers A et B

L'entreprise doit également prévoir la fourniture et pose des équipements suivants (liste non exhaustive) :

- ✓ contrôleurs de portes,
- ✓ coffrets d'alimentation secourue pour batterie,
- ✓ lecteurs de badge HID de marque Honeywell ou équivalent
- ✓ Déclencheurs manuels d'ouverture de secours BBG vert,
- ✓ Boutons poussoirs de sorties,
- ✓ Câble blindé catégorie 6E ,
- ✓ câble secteur RO2V – 220 V – 3G1,5
- ✓ gâches à rupture encastrées,
- ✓ ferme-porte avec sélecteur si nécessaire, petites fournitures et toutes sujétions nécessaires au parfait achèvement des travaux
- ✓ Programmation et paramétrage des badges selon besoin client
- ✓ Formation du personnel
- ✓ **Visiophonie :** L'entreprise doit la fourniture et pose de 3 visiophones couleurs de marque Aiphone ou équivalent avec 3 entrées possibles sur :

1. la porte entrée SG/DC. Le matériel doit permettre la communication et l'ouverture de la porte depuis le standard et à 2 autres points à définir.
2. Les portes A et B du 1^{er} étage. Le matériel doit permettre la communication et l'ouverture des 2 portes depuis la zone préfectorale et à 2 autres points à définir.

L'entreprise doit prévoir les continuités et raccordements avec du câble blindé sous fourreaux, goulottes ou chemin de câble adapté selon le cas. L'alimentation électrique de chaque appareil doit être dédiée avec disjoncteur 16A / 220volts sur le circuit du courant ondulé.

L'entreprise doit les rebouchages coupe feu, la dépose et repose de faux plafonds, les remises à niveau nécessaires en peinture et toutes sujétions pour le parfait achèvement des travaux.

PS : Les chiffres sont donnés à titre indicatif. L'entreprise doit vérifier le nombre d'équipements à installer indiqués sur les tableaux remis aux candidats lors de la visite obligatoire

1.4.2 Conditions d'exécution des travaux

L'entrepreneur est tenu de se rendre sur les lieux avant la remise de son offre. Il ne pourra arguer, ni de la méconnaissance des lieux, ni de toutes autres difficultés éventuelles pour modifier la teneur de son offre.

L'entrepreneur sera réputé avoir pris connaissance des lieux, et en général de toutes les conditions pouvant influencer sur l'exécution, le délai et le coût des travaux à exécuter. Il devra faire part par écrit de ses observations éventuelles lors de la remise de son offre.

L'entrepreneur devra le relevé exact et exhaustif de l'ensemble des existants et des installations à mettre à prévoir et à mettre en oeuvre.

L'entrepreneur devra s'assurer de l'état des supports avant d'entreprendre ses propres travaux. *« Le bâtiment comporte des matériaux contenant de l'amiante. Principalement dans les cloisons de séparations entre bureaux des étages et au niveau des dalles de sol. Un dossier technique amiante est consultable lors de la visite du site, prévue dans ce marché. Tous travaux de désamiantage nécessaires sont à la charge du soumissionnaire.*

L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance de la totalité du programme.

Aucune réclamation ne sera acceptée par le maître d'ouvrage après la signature du marché.

Avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur devra remettre ses plans, notes de calculs, Schémas synoptiques de l'installation prévue, fiches techniques des matériels et matériaux et toutes justifications nécessaires en vue d'assurer la bonne réalisation des ouvrages.

L'approbation de ces plans par le conducteur d'opération ne dégagera en aucune façon la responsabilité de l'entrepreneur.

1.4.3 Protection des ouvrages

L'entrepreneur aura la responsabilité du maintien en bon état des travaux qu'il a effectués et procédera aux réparations et remise en état, si nécessaire.

Il assurera la garde des matériaux et appareils qui seront de son ressort.

1.4.4 Procédure particulière d'accès au site et de réalisation des travaux

Le site de la Préfecture est un site sensible sur lequel des mesures de sécurité importantes sont mises en œuvre.

L'entrepreneur devra respecter et appliquer, sous peine d'exclusion immédiate du site, les mesures de sécurité qui lui seront demandées. Il ne pourra en aucun cas s'en prévaloir pour justifier des retards d'exécution.

Il pourra être demandé à l'entrepreneur de réaliser une partie de ses travaux en horaires décalés, ou les samedis et dimanches, sans que ceci entraîne des suppléments dans son offre de prix. Les travaux en horaires décalés sont implicitement prévus par l'entrepreneur, compte tenu de l'activité du site.

Il est rappelé par ailleurs que tous les matériels (compresseurs, engins de chantier, etc.) utilisés sur le site devront être relativement silencieux (maximum 35 dB à 3 m).

Les installations de chantier seront réalisées sur le site, après accord du maître d'ouvrage.

L'entrepreneur de chaque lot technique devra prévoir par ailleurs l'évacuation des déchets de chantier par bennes à gravois et la protection de la zone qui lui sera confiée.

Les zones de stockage, de manutentions, d'installations de chantier seront définies sur le site en fonction des impératifs de l'entreprise en collaboration avec le conducteur d'opération.

L'accès au site du personnel de l'entreprise et de ses véhicules s'effectuera dans les conditions suivantes :

- Envoi 15 jours avant le début du chantier de la liste du personnel devant se rendre sur le site, accompagnée des photocopies de justificatifs d'identité avec photos et des cartes grises des véhicules,
- Sur site le personnel devra porter un badge d'identification avec photo,
- Le personnel ne devra en aucun cas pénétrer dans les bâtiments sans autorisation, sous peine d'exclusion du chantier.

1.5 Matériaux

L'entrepreneur devra justifier que tous les matériaux employés sont de première qualité et conformes aux normes en vigueur au moment de leur mise en œuvre.

Le conducteur d'opération aura à tout moment, la faculté de vérifier leur provenance et de faire procéder à tous les essais et contrôles qu'il jugera nécessaires.

Les essais et contrôles seront effectués par un organisme désigné par le conducteur d'opération aux frais de l'entrepreneur.

Tous les échantillons utiles seront fournis par l'entrepreneur à titre gratuit.

Tout matériau reconnu non conforme sera refusé. Il sera procédé immédiatement, soit à son enlèvement et à son remplacement par des matériaux agréés, soit à la démolition des ouvrages déjà construits et à leur réfection.

Les conséquences de toute erreur éventuelle ou fourniture non conforme sont à la charge exclusive de l'entrepreneur.

D'une façon générale, tous les matériels employés devront bénéficier d'un avis technique du CSTB, et être acceptés en garantie par la Commission Technique des Assurances.

1.6 Assurances

Les travaux sont exécutés sur un site occupé.

L'entrepreneur devra être assuré pour les ouvrages qu'il réalise.

A l'appui de son offre, il doit fournir une attestation d'assurances en cours de validité ainsi que le certificat de qualification validé.

1.7 Documents d'exécution (plans, coupes, détails, notes de calcul, etc.)

Les pièces graphiques du dossier de consultation remises lors de la visite obligatoire et les prescriptions du présent document sont destinées à servir de base pour la détermination de l'offre de l'entrepreneur.

L'entrepreneur titulaire du présent marché doit établir les plans de détails d'implantation et d'exécution sur support informatique livrés sur CD-ROM, au format AUTOCAD version 2009, qu'il soumet au conducteur d'opération.

Il doit notamment, toutes les indications nécessaires et complémentaires aux plans papiers existants fournis par le conducteur d'opération. Il établit également les plans et dessins de détails concernant ces ouvrages.

L'entrepreneur doit fournir dans le cadre du marché les dossiers d'exécution et notamment les pièces suivantes :

- Un plan d'ensemble,
- Les plans de détails,
- schémas et synoptique de l'installation
- Les fiches techniques et certificats de provenance des matériaux,
- Les avis techniques,
- Les notes de calculs de justification des ouvrages.
- Etc.

Tout le dossier doit être remis avant le début de chantier au conducteur d'opération pour validation.

1.8 Installation de chantier

L'approvisionnement et l'évacuation des matériaux seront coltinés manuellement selon possibilités et implantation des travaux.

L'entrepreneur devra toutes les protections nécessaires, en particulier dans les bureaux et circulations intérieures des bâtiments.

L'entrepreneur veillera à maintenir les circulations existantes conformes à la réglementation incendie, en particulier pour le stockage des matériaux, les gravois et les bennes.

L'entrepreneur devra vérifier la capacité des supports avant tout stockage des matériaux pour veiller à ne pas surcharger les dalles existantes.

Les matériaux seront stockés selon les prescriptions des fournisseurs.

L'entrepreneur sera responsable de la tenue de ses installations.

A cet effet, il délimitera la zone de cantonnement qui sera remise en état à la fin du chantier, ainsi que des zones de stockage des bennes à gravois, des matériaux de chantier, etc.

1.9 Organisation, hygiène et sécurité du chantier

L'entrepreneur assure à ses frais les dispositifs de sécurité individuels et collectifs nécessaires à la sécurité des ouvriers pour l'exécution des travaux.

L'entrepreneur est informé que le maître d'ouvrage pourra désigner un Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé (CSPS).

L'entrepreneur est informé que, compte tenu de l'effectif prévisionnel du chantier (< à 8 personnes) et de la durée estimée des travaux (4 mois dont 6 semaines de préparation de chantier).

Le prix du marché est réputé comprendre toutes les prescriptions et sujétions induites.

L'entrepreneur doit en particulier :

- Donner au CSPS libre accès à tout endroit, toute personne, toute pièce et coopérer de façon active avec lui pour lui permettre d'exercer au mieux sa mission,
- Suivre de façon rigoureuse et dans les délais indiqués, les instructions données par le CSPS,
- Etablir le calendrier détaillé d'exécution et le plan d'organisation de chantier en parfaite concordance avec les instructions du CSPS,
- Fournir dans les délais et formes indiqués par le CSPS, tous les documents nécessaires à la constitution du Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (D.I.U.O).

L'entrepreneur doit préalablement à la remise de son offre, s'assurer que les conditions de desserte du chantier en voirie, eau, électricité, eaux usées, sont satisfaisantes vis-à-vis des conditions de santé, de sécurité, d'hygiène, de conditions de travail des personnels, et, si elles ne l'étaient pas, proposer dans son offre les

mesures chiffrées complémentaires nécessaires. A défaut de cette proposition, le site sera réputé desservi et l'entrepreneur devra toute disposition qui pourrait être exigée ultérieurement, sans pouvoir prétendre à un supplément de prix.

1.10 Gestion de chantier

Il est précisé que les travaux sont exécutés dans un établissement en service. L'entrepreneur devra prendre toutes dispositions en accord avec le maître d'ouvrage afin d'assurer une complète sécurité des usagers et le bon fonctionnement de l'établissement (procès verbal d'ouverture de chantier).

En conséquence, l'entrepreneur devra en tenir compte dans sa proposition afin d'inclure dans son prix l'incidence pouvant résulter des précautions nécessaires et notamment :

- Fourniture et protection des échafaudages, nacelles ou des plates-formes individuelles roulantes (P.I.R) et de leurs accès s'opposant aussi bien à la chute de tous matériaux qu'aux éventuelles escalades,
- Restriction des périodes de levage,
- Interdiction de certains travaux jugés dangereux pendant les périodes de présence des visiteurs ou des usagers sur les lieux.

L'entreprise devra avoir pendant la durée des travaux, en permanence, un responsable qualifié sur place.

Le conducteur d'opération a le droit d'exiger de l'entrepreneur le renvoi du chantier des agents ou des ouvriers pour insubordination, incapacité ou défaut de probité.

1.11 Nettoyage de chantier

Le chantier doit être toujours parfaitement propre. L'enlèvement des gravats se fera régulièrement.

Le nettoyage des abords du chantier devra être toujours parfaitement exécuté. L'entrepreneur est responsable de la tenue du chantier.

Dans le cas contraire, le conducteur d'opération se réserve de prendre toutes les mesures adéquates aux frais de l'entreprise responsable.

Les bennes à gravats devront être régulièrement évacuées.

1.12 Compte prorata

Il n'est pas prévu de compte prorata.

1.13 Réunion de chantier

Elles auront lieu sur place hebdomadairement à une date à préciser par le conducteur d'opération.

Toute absence à une réunion de chantier de l'entreprise donnera lieu à une pénalité conformément aux CCAP/CCAG.

1.14 Calendrier des travaux

Il est prévu un délai de préparation de chantier de 2 mois (délai de commande du matériel compris).

Les travaux (préparation de chantier) sont prévus à partir de janvier 2020.

L'entreprise précisera son délai d'exécution et fournira un planning détaillé des tâches prévues, lors de la remise de son offre.

L'entreprise est responsable de son délai d'exécution et du respect des dates contractuelles.

Des pénalités pour retard sont prévues. Elles pourront être appliquées en cours d'exécution conformément au CCAP.

1.15 Réception des travaux

La réception des travaux s'effectuera conformément aux CCAP/CCAG.

L'entrepreneur devra la fourniture des D.O.E. et DIUO ainsi constitués :

- Pour le D.O.E. (Dossier des Ouvrages Exécutés) :
 - Plans de recollement des installations vidéosurveillance, alarmes, contrôle d'accès et visiophonie (3 exemplaires dont 1 reproductible) ainsi que l'ensemble des fichiers et plans sur clé USB – Formats pdf et AUTOCAD 2009,
 - liste des équipements installés et existants
 - Fiches et avis techniques et classement des matériaux utilisés,
 - Notes de calcul justificatives des ouvrages exécutés.
- Pour le D.I.U.O. (Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage) :
 - Notices d'entretien-Maintenance des produits mis en œuvre dans le cadre du marché,
 - Procédé d'entretien – maintenance des ouvrages exécutés.

La formation du personnel dédié à ces nouveaux matériels devra être prévue et chiffrée.